

Conseils et Précautions

- **Tout personnel de l'Éducation Nationale** qui s'interroge sur la situation d'un élève ne doit pas rester seul et doit solliciter les personnels compétents susceptibles de l'aider à la compréhension de la situation et de le conseiller sur les suites à donner.
- **Évaluer** une situation et la signaler à l'autorité compétente ne signifie pas **apporter la preuve des faits**.
- **La protection de l'enfance** s'effectue dans le **respect** dû aux enfants, à leur famille et le cas échéant, dans le respect de la **présomption d'innocence** pour l'auteur présumé. Elle implique donc la **plus grande discrétion** et l'observation de la **stricte confidentialité**.
- **La personne** qui recueille la parole de l'enfant **ne doit pas mener un interrogatoire**. Elle doit **retranscrire fidèlement** les mots et les expressions de l'enfant, en utilisant par exemple les guillemets, **sans commentaire personnel, interprétation ou jugement de valeur**.
- **Si plusieurs personnes** sont dépositaires d'informations essentielles, de confidences, **chacune** des personnes concernées rédige un écrit. Les divers écrits sont regroupés et font l'objet d'un seul envoi.
- **Une saisine téléphonique** du Procureur de la République doit toujours **être suivie d'un écrit par mail**.
- **Les intervenants extérieurs** sont tenus aux mêmes règles de procédure que les personnels de l'Éducation Nationale.

Les Partenaires

Partenaires de proximité :

Éducation Nationale :

IEN de la circonscription

Médecin Scolaire

Le Psychologue Scolaire ou l'équipe du RASED

Infirmière Scolaire

intervenant dans l'école

Extérieurs :

Le Médecin de PMI

L'Assistant Social de secteur (Conseil Départemental)

La Puéricultrice de secteur

Partenaires départementaux :

Éducation Nationale : DSDEN 63

Conseillère Technique de Service Social (CTSS)

☎ Secrétariat 04.73.60.99.50
(04.73.60.99.53)

Référente Protection de l'Enfance

Christelle MAGARD (CTSS)

Médecin Conseiller Technique

Sylvie PICARD

☎ Secrétariat 04.73.60.99.50

Infirmière Conseillère Technique

Nathalie AVININ

☎ Secrétariat 04.73.60.99.50

Inspecteur de l'Éducation Nationale,

Adjoint à l'Inspecteur d'Académie

☎ 04.73.60.99.25

Secrétaire Générale de la Direction Académique

☎ 04.73.60.99.10

Direction Académique-Cité Administrative-Rue Pélissier-63034 Clermont-Ferrand Cedex 1

Conseil Départemental—Hôtel du Département—24, rue St-Esprit—63033 Clermont-Fd cedex 1

Cellule départementale de recueil des Informations

☎ 04.73.42.20.50

Préoccupantes (CRIP)

Courriel

CRIP63@puy-de-dome.fr

Service de Protection Maternelle et Infantile

☎ 04.73.42.21.31

Tribunal Judiciaire—16, place de l'Étoile—63000 Clermont-Fd

Permanence du Parquet des Mineurs

☎ 04.63.79.47.89

Les signalements doivent être envoyés en **destinataires principales** aux adresses suivantes :

laetitia.cohade@justice.fr, gaelle.bonaldi@justice.fr et fabienne.cancelier@justice.fr

et en copie à l'adresse ci-contre : permanence.pr.tj-clermont-ferrand@justice.fr

Allo Enfance Maltraitée

Numéro Vert National

☎ 119

Numéro Vert Départemental

☎ 08.00.04.19.37

La Conseillère Technique de service social auprès de l'IA-DASEN (l'Inspecteur d'Académie) peut être contactée **en amont de toute action** vers l'autorité judiciaire et administrative prioritairement par l'IEN. Elle est en lien avec la CRIP et les instances judiciaires. Elle est par ailleurs chargée, pour le Ministère de l'Éducation Nationale, du **recueil statistique** des situations d'enfant en danger ou en risque de danger ayant conduit à un écrit et de l'archivage.

Les procédures Éducation
Nationale dans le cadre de la
protection de l'enfance en danger
1er Degré

OBJECTIF DE CETTE PLAQUETTE

Définir une conduite à tenir, pour l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale du département, dans le **respect des textes**. Indiquer les destinataires des écrits, selon les cas.

Identifier les partenaires qui peuvent ou doivent être sollicités à l'**interne** ou à l'**externe** de notre institution.

DÉFINITION DE L'ENFANCE EN DANGER (établie par l'Observatoire de l'Enfance en Danger)

L'enfance en danger est l'ensemble des enfants maltraités et des enfants en risque.

L'enfant en danger : enfant victime de violences physiques, d'actes de cruauté mentale, d'abus sexuels, de négligences lourdes ayant des conséquences graves sur son développement physique et psychologique.

L'enfant en risque : enfant qui connaît des conditions d'existence risquant de mettre en danger sa santé, sa sécurité, sa moralité, ou de compromettre son éducation ou son développement physique, affectif, intellectuel et social mais qui n'est pas pour autant maltraité.

LE CADRE JURIDIQUE (Liste non exhaustive)

- **La Loi du 21 avril 2021** sur les violences sexuelles renforce la protection des mineurs, exclu le consentement.

- **La Loi N°2016-297 du 28 octobre 2016** améliore la gouvernance nationale et locale de la Protection de l'Enfance (Protocoles Education Nationale).

- **La Loi N°2007-293 du 5 mars 2007** réformant la protection de l'enfance précise que la responsabilité de la protection de l'enfance incombe prioritairement au président du Conseil Départemental et par délégation au service de l'Aide Sociale à l'Enfance et à la **CRIP**. Cette cellule est chargée du recueil et de la centralisation des informations préoccupantes et s'assure de leur traitement dans les meilleurs délais. L'autorité judiciaire (Procureur de la République, Substitut chargé des mineurs, Juges des Enfants) lui apporte son concours (art. L 226-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

- **La Loi N°2004-1 du 2 janvier 2004** relative à l'accueil et à la protection de l'enfance.

- **La circulaire Éducation Nationale N°2001-044 du 15 mars 2001** relative à la lutte contre les violences sexuelles.

- **Le Protocole Départemental** de prévention et de protection de l'enfance en danger du **22.11.2004** mis à jour et voté par l'assemblée départementale en **janvier 2009**. Ce protocole établit les modalités de transmission des informations préoccupantes et les modalités de concertation entre les divers services du département (collectivité territoriale, services de l'état, associations) qui ont en charge ou participent à la protection de l'enfance.

- Les textes concernant l'obligation de signaler

- Article 434-1 du nouveau Code Pénal—Non dénonciation de crime

- Article 434-3 du nouveau Code Pénal—Non dénonciation de mauvais traitement

- Article 223-6 du nouveau Code Pénal—Non-assistance à personne en péril

- Article 40 du Code de la procédure pénale- Concernant les obligations des fonctionnaires

- Les textes concernant le secret professionnel, sa levée éventuelle

- Article 226-13 rappelle que la révélation d'une information à caractère secret est passible d'une peine d'emprisonnement.

- Article 226-14 précise que l'article précédent n'est pas applicable dans le cas où la Loi impose ou autorise la révélation du secret.

En présence d'un enfant en danger ou d'un enfant en risque : Comment agir?

Ne pas rester seul, penser à contacter , selon les cas, vos partenaires institutionnels et/ou des services extérieurs

1^{er} degré

Situation 1 — Enfant en risque

«Constatation d'éléments évocateurs de l'existence d'un risque pour :

- La santé, la moralité, la sécurité, l'éducation ou l'entretien d'un enfant qui n'est pas pour autant maltraité.

«Parole de l'enfant

«Parole d'un tiers proche de l'enfant

La fréquence d'un même signe et/ou l'accumulation de signes différents doivent amener à une vigilance accrue, voire à alerter.

SUITES A DONNER

1-Saisir le Conseil Départemental :

Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP)

MODALITÉS CONCRÈTES

- **Contact**er l'IEN de circonscription (Directrice/directrice d'école).
- **Contact**er les partenaires institutionnels et/ou des services extérieurs.
- **Rédiger** un écrit.
- **Transmettre** l'original à l'IEN qui les adressera à la **CRIP** et adressera un double des documents à la Conseillère Technique Départementale.
- **Garder** un double de vos écrits.

Remarques :

La concertation entre les divers professionnels permet de croiser les informations sur l'enfant, de partager et de confronter les différentes approches, pour une meilleure compréhension de la situation. Le médecin scolaire ou de PMI (petite et moyenne section de maternelle), le psychologue scolaire, l'infirmière scolaire, l'assistant social et la puéricultrice de secteur peuvent être sollicités. Cette concertation doit se faire dans le **respect de la vie privée** de l'enfant et de sa famille et ne doit porter que sur des **éléments qui peuvent caractériser un risque de danger**. Les conseillers Techniques de Service Social, Médical et Infirmier auprès de l'Inspecteur d'académie peuvent apporter une aide technique et une aide à l'évaluation.

L'information aux parents :

La famille doit toujours être avertie de la transmission d'une information préoccupante à la CRIP par le service à l'origine de l'écrit, sous **réserve que cette information ne soit pas source d'aggravation du danger pour l'enfant**. Il est nécessaire de privilégier l'intérêt de l'enfant.

Situation 2 — Enfant en danger

Suspicion de violences sexuelles

Violences physiques et morales avérées

Vous êtes alerté par :

- La parole de l'enfant
- La parole d'un tiers proche de l'enfant
- L'observation d'un type de comportement inadapté à l'âge de l'enfant et/ou des traces visibles de coups ou des manifestations de douleurs inexpliquées.

SUITES A DONNER

① Vous êtes face à une situation de **maltraitance actuelle**, nécessitant une **protection immédiate** de l'enfant:

Saisir le Procureur de la République en adressant votre écrit **par scan**, doublé d'un appel téléphonique, pour connaître la conduite à tenir vis à vis de l'enfant et de sa famille.

② Vous êtes face à une situation de **maltraitance** où l'enfant n'est pas en risque dans l'immédiat :

Saisir le Procureur de la République par la voie institutionnelle (IEN).

MODALITÉS CONCRÈTES

① Si **urgence**, **rédiger** un écrit (cf. annexe) que le Directeur de l'école **transmettra par scan** au Procureur de la République.

Informer le médecin scolaire ou le médecin de PMI (petite et moyenne section de maternelle) qui pourra établir, si nécessaire, un **certificat médical descriptif**, en cas de violences physiques, s'il est présent dans l'école.

Informer l'IEN de votre démarche et lui **transmettre une copie** de votre écrit.

L'IEN enverra un double à la CRIP et à la Conseillère Technique Départementale (sante-sco63@ac-clermont.fr)

② **Rédiger** un écrit (cf. annexe)

Transmettre l'original de l'écrit à l'IEN qui transmettra par mail au Procureur de la République et qui enverra un double à la CRIP et à la Conseillère Technique Départementale (sante-sco63@ac-clermont.fr)

Garder un double de vos écrits.

L'information aux parents :

Dans les situations urgentes et si les parents sont susceptibles d'être les auteurs des maltraitances, il convient de ne pas informer la famille afin de ne pas mettre en danger la sécurité de l'enfant et de ne pas entraver l'enquête pénale. Il faut agir en **concertation** avec les services du Procureur de la République et du Conseil Départemental.

Cas particulier : le mis en cause est un adulte de l'établissement.

SUITES A DONNER

Informer en **urgence** l'IEN pour saisine du Procureur de la République par l'Inspecteur d'Académie.

MODALITÉS CONCRÈTES

Téléphoner à l'IEN
Rédiger un écrit
Scanner l'écrit à l'IEN pour transmission à l'Inspecteur d'Académie.